

## Questions orales

contrebande de drogues à l'aéroport international de Hamilton. Le ministre a alors promis de nous faire rapport. Serait-il maintenant en mesure de le faire?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, la question m'a été posée vendredi et je l'ai immédiatement transmise à la GRC pour enquête. Je n'ai pas encore de nouvelles.

\* \* \*

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CANDIDATURE POSSIBLE D'UN ANCIEN MINISTRE À LA PRÉSIDENTENCE DE MAGI

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre de l'Expansion économique régionale. Maintenant que le deuxième poste en importance dans l'organisation MAGI est rempli, le ministre peut-il dire à la Chambre si l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, l'honorable Jean-Luc Pepin est candidat au plus haut poste?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale):** Malheureusement non, monsieur l'Orateur. Je dis cela parce que je suis sûr que mes collègues partagent mon avis qu'il serait l'homme tout désigné pour le poste.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

## LES RESSOURCES NATURELLES

LA QUESTION DE L'EXPORTATION D'EAU DOUCE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Bob Wenman (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Étant donné qu'il devient de plus en plus urgent d'adopter une politique sévère à l'égard de l'utilisation internationale des réserves d'eau douce du Canada puisque les Nations Unies ont signalé lors de la Conférence mondiale de l'alimentation que la demande mondiale d'eau douce augmentera de 240 p. 100 d'ici cinq ans, et étant donné les grandes réserves d'eau douce que possède le Canada et la demande croissante à l'échelle internationale, le gouvernement est-il en train d'élaborer une politique au sujet de l'utilisation internationale ou de l'exportation de l'eau douce du Canada?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Non, monsieur l'Orateur. Bien entendu, le gouvernement est en train d'accumuler des données sur les réserves d'eau du Canada et leur importance pour le pays. Nous ne sommes peut-être pas au courant de tous les aspects de la question, mais nous n'avons pas de politique à l'égard de l'exportation de l'eau du Canada.

**M. Wenman:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné les récentes déclarations des Nations Unies au sujet de la demande d'eau douce, le premier ministre estime-t-il toujours que le Canada pourrait vendre son eau douce "pour des espèces sonnantes et trébuchantes"?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je ne m'y opposerais pas. Ce serait bien si nous pouvions embouteiller de l'eau et la vendre plus cher, mais il faudrait que nous puissions la remplacer par de la bonne eau de pluie!

**Une voix:** Ajoutez-y du scotch!

[M. O'Sullivan.]

## LES PÊCHERIES

LA BAISSÉ DES PRISES DANS LES MARITIMES—LA PRÉVENTION DE LA PÊCHE À OUTRANCE DES FLOTTILLES ÉTRANGÈRES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêches et concerne l'industrie des pêches du Canada. Selon les statistiques, les prises de morue à la fin d'août cette année dans les Maritimes ont baissé de 24 p. 100 par rapport à la même période en 1973; les prises de rouget ont baissé de 57 p. 100, les prises de sole et de plie de 15 p. 100, les prises de hareng de 16 p. 100 et les prises de flétan, de maquereau, de merluche et d'autres poissons ont aussi baissé proportionnellement. Étant donné les problèmes causés par la pêche excessive au large des côtes du Canada, le ministre songera-t-il à inviter la Russie, la Norvège, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la France, l'Allemagne, la Pologne et les États-Unis à participer à une conférence spéciale à Ottawa en vue de prendre des mesures constructives à ce sujet avant que notre industrie de la pêche ne soit tout à fait détruite?

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêcheries)):** Monsieur l'Orateur, sans vouloir contester les chiffres pessimistes cités par le député, j'aimerais lui rappeler qu'ils sont attribuables en partie à la présence de glace et à la grève à Terre-Neuve. Cela dit, j'admets que le chiffre des prises n'est pas aussi élevé que nous le voudrions. Je rappelle également au député que malgré ses imperfections, la CIPAN est encore le meilleur instrument dont nous disposons. Si cette commission n'existait pas, il ne serait même pas question de pêche au large de la côte atlantique. Néanmoins, j'examinerai volontiers la proposition du député et si elle me paraît utile, j'aviserais aux moyens à prendre.

\* \* \*

## LES FINANCES

LA SURTAXE APPLICABLE AUX AUTOMOBILES—LE CAS DES VÉHICULES COMMANDÉS AVANT LA PRÉSENTATION DU BUDGET

**M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Pourrait-il répondre à la question que je lui ai posée la semaine dernière sur la vente d'automobiles et la surtaxe mise en vigueur avec la présentation du budget? Cette surtaxe va-t-elle s'appliquer aux automobiles commandées avant la présentation du budget, mais non livrées? Le ministre a répondu à la question en ce qui concernait les camions, mais je me demande s'il pourrait nous donner une réponse maintenant au sujet des automobiles.

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je serai en mesure de donner des précisions sur la question, qui se rapporte vraiment à la date légale d'une vente ou d'un achat, lorsque nous l'examinerons au comité.

\* \* \*

## LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PIL—L'ANNONCE PAR DES SÉNATEURS DES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AUX SUBVENTIONS

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier minis-